



AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE

SERVICE DE PRESSE et D'INFORMATION

[www.botschaft-frankreich.de](http://www.botschaft-frankreich.de)

## Revue de la presse allemande semaine du 20 au 27 mars 2009

### POLITIQUE INTERIEURE

#### Abou Dhabi entre dans le capital de Daimler

L'annonce de la prise de participation (9,1%) d'Abou Dhabi dans le capital de Daimler est favorablement accueillie par les éditorialistes.

La *Frankfurter Rundschau* évoque « un gain au loto », la *Märkische Allgemeine* « un conte des mille et une nuits ». Plus sobrement, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* y voit une « lueur d'espoir » tandis que la *Bild* estime qu'il s'agit là « d'un éloge indéniable du Standort Deutschland ». En référence aux débats sur l'avenir d'Opel, *Die Welt* considère que cette entrée « vaut mieux qu'une aide de l'Etat » et le *FTD* note qu'il « manque encore un prince arabe pour Opel ». Pour le quotidien économique qui doute toutefois de l'intérêt des Etats pétroliers à investir dans le développement de véhicules électriques, l'investissement d'Abou Dhabi relève davantage d'un « placement d'argent que d'une vision stratégique ».

#### Discours du président fédéral sur la crise économique et financière

Très commenté, le discours prononcé par le président Köhler – son quatrième dans la série des « discours berlinois », grands discours « fondateurs » dont la tradition remonte au président Herzog – suscite des réactions partagées dans la presse.

Alors que les journaux régionaux et la presse populaire se félicitent des « mots clairs et directs » et de la « force de conviction » du plaidoyer de M. Köhler en faveur de la « solidarité comme idéologie dominante », les grands quotidiens sont plus critiques. La *Süddeutsche Zeitung* déplore un discours « plus moral que concret » : « on aurait attendu davantage d'un expert de l'économie mondiale ». Pour la *Frankfurter Rundschau*, le président fédéral « n'a apporté aucune réponse aux questions vraiment délicates » telles que l'entrée de l'Etat au capital de la banque Hypo Real Estate ou le sauvetage d'Opel. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et la presse économique critiquent particulièrement les propos de M. Köhler s'élevant contre le « credo » allemand en une « croissance permanente ». « Quelle déception » que de voir un « économiste et ancien chef du FMI » « faire tout pour ne plus

apparaître comme un néo-libéral », déplore le *Financial Times Deutschland*. Pour *Die Welt*, il s'agissait avant tout du « discours de candidature » d'un président qui vise un second mandat en mai prochain.

## POLITIQUE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

### **La chute du gouvernement Topolanek en République tchèque suscite des inquiétudes au sujet de l'avenir du traité de Lisbonne**

L'inquiétude domine dans les commentaires consacrés à la crise politique en République tchèque, la plupart des quotidiens estimant que les chances du traité de Lisbonne d'entrer en application sont « une nouvelle fois menacées ».

La *FAZ* considère que le traité de Lisbonne est « sur la sellette » et estime que si le président Vaclav Klaus parvient à mobiliser ses partisans et à « faire capoter » le traité, il n'y aura probablement pas de second référendum en Irlande, même si les sondages donnent actuellement le 'oui' vainqueur. « De sombres perspectives s'ouvrent », estime également la *Süddeutsche Zeitung* pour qui la réforme, « qui a déjà coûté à l'UE une dizaine d'années d'efforts, est à nouveau menacée d'échec ». Le *Handelsblatt* estime que cette crise « entraîne toute l'Europe dans une mauvaise comédie » qui risque de priver l'UE de leadership, tandis que, moins alarmiste, le *Tagesspiegel* considère qu'il ne faut pas « conclure hâtivement à un échec de la présidence tchèque de l'UE » et encourage les Français et les Allemands à se montrer moins « arrogants » face aux petits pays de l'Union.

Les éditorialistes sont en revanche unanimes pour considérer que la crise tchèque montre qu'« il faut que le traité de Lisbonne soit ratifié pour que l'Union européenne ne se retrouve pas brusquement sans direction » (*Handelsblatt*). C'est paradoxalement la « meilleure publicité » pour le traité estime également le *Financial Times Deutschland*.

### **Discours de la chancelière sur l'OTAN au Bundestag**

La presse consacre au discours de la chancelière sur l'OTAN jeudi devant le Bundestag des articles à la tonalité factuelle. La *FAZ* relève que « l'Afghanistan a occupé une place centrale dans son discours » et qu'elle « a obtenu le soutien de presque tous les groupes parlementaires » à cette occasion. Les journaux soulignent également que Mme Merkel « ne veut pas d'une OTAN mondiale » (*Die Welt*) tout en souhaitant une « transformation révolutionnaire » de l'Alliance qui ne doit pas « faire office de police mondiale » (*Financial Times Deutschland*). « On peut parfois craindre que les cérémonies se résument à des embrassades, mais ce danger s'éloigne après le discours de la chancelière, car le gouvernement a une idée claire de la stratégie future de l'OTAN » se félicite le *Tagesspiegel* tandis que le *Handelsblatt* estime que Mme Merkel, « s'alliant avec Paris », a clairement exprimé « les limites de l'engagement en Afghanistan ».

### **Interview du ministre fédéral de la Défense au quotidien Saarbrücker Zeitung**

Dans une interview publiée jeudi dans le quotidien régional *Saarbrücker Zeitung*, le ministre de la Défense allemand, Franz Josef Jung, « salue » le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN et considère que « l'Europe sera ainsi plus forte au sein de l'Alliance transatlantique. Cela signifie aussi une plus grande responsabilité de l'Europe ». Sur la question de l'élargissement de l'OTAN, le Ministre estime que l'Alliance doit rester « efficace » et mentionne la future adhésion de la Croatie et de l'Albanie ainsi que celle,

probable ensuite, de la Macédoine. S'agissant de la Géorgie et de l'Ukraine, il affirme que ces deux pays ont une « perspective » par rapport à l'OTAN mais qu'il faut « garder en vue les évolutions futures ».

Interrogé également sur l'Afghanistan, M. Jung se félicite de l'augmentation du nombre de soldats américains en Afghanistan. « Nous allons augmenter notre contingent de 600 soldats, pour assurer la sécurité pendant les élections et renforcer nos moyens de réaction rapide », indique-t-il en soulignant que, « lorsque que le gouvernement afghan pourra assurer lui-même sa sécurité », la Bundeswehr pourra se retirer d'Afghanistan. « Une période de cinq à dix ans est à prévoir » affirme-t-il.

Selon un sondage Forsa publié dans le magazine *Cicero*, une assez large majorité d'Allemands (58%) reste défavorable à la présence de soldats allemands en Afghanistan. A peine plus d'un tiers (36%) se déclarent pour le maintien des soldats allemands au sein de l'ISAF de l'Otan, stationnée au nord du pays./.